

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Nous avons pris connaissance des propositions d'UTOPIA. Nous vous remercions de les avoir adressées à Arnaud Montebourg.

Nous sommes également heureux que votre mouvement participe ainsi activement au débat des idées, qui fait aujourd'hui défaut au sein de notre démocratie.

Si nous sommes, sur de nombreux aspects, en assez grande proximité, quelques différences d'approche subsistent néanmoins. Permettez-nous donc, en retour, de vous faire part du projet d'Arnaud Montebourg sur les thèmes que vous abordez.

* * *

POUR UN RENOUVEAU DEMOCRATIQUE

(1 : une sixième république) Nous partageons complètement votre analyse sur l'urgence de la Sixième République, face à un système politique qui ne parvient plus à instituer des contre-pouvoirs et favorise le contrôle autocratique d'un seul et de son clan, à tous les niveaux institutionnels : depuis le sommet de l'État jusqu'aux dirigeants des exécutifs locaux.

L'impunité des élus est devenue la norme. La confusion des pouvoirs est devenu la règle. L'incapacité des citoyens est devenue le principe. Le système politique n'est plus capable de produire le renouvellement des dirigeants politiques, ni la mixité républicaine de la représentation, ni l'écoute de la parole citoyenne.

C'est pourquoi, Arnaud Montebourg a fondé en 2001 la Convention pour la Sixième République et qu'il se bat, depuis près de quinze ans, pour ce changement de régime, en total accord avec les objectifs que vous poursuivez : garantir une réelle séparation des pouvoirs, assurer une presse libre et indépendante, permettre la participation de tous à la vie de la cité, l'expression de contre-pouvoirs et la prédominance du politique sur l'économie. Il faudra notamment un renforcement du parlement, le transfert des prérogatives de l'exécutif vers un premier ministre réellement responsable devant le parlement, l'instauration d'un droit d'initiative populaire de la loi, l'interdiction des cumuls dans le temps et dans les mandats, l'information des citoyens et la transparence des décisions.

Arnaud Montebourg propose donc l'organisation d'un référendum visant à instaurer une Sixième République.

Il est également proposé d'organiser l'information et la transparence des institutions en généralisant, comme Arnaud Montebourg l'ai fait en Saône-et-Loire, la mise en place de l'*open data*, c'est-à-dire le libre accès aux données et statistiques publiques. Cela permettra un meilleur contrôle citoyen de l'action des élus mais surtout permettra aux habitants d'élaborer et de proposer eux-mêmes des solutions aux problèmes qui les touchent.

(2 : une représentation équitable des salariés) La démocratie ne s'arrête pas à la politique, elle doit devenir le socle organisant l'ensemble des relations sociales, notamment au sein de l'entreprise. Ce processus s'est quasiment arrêté depuis les lois Auroux. La représentation des salariés n'est pas ou peu assurées dans les très petites entreprises (TPE) et les petites et moyennes entreprises (PME).

Dans les grandes entreprises, si la représentation est organisée par la loi, le pouvoir réel est concentré entre les mains d'administrateurs représentant exclusivement les actionnaires, parmi

lesquels un nombre important de fonds d'investissement non-européens. Ces derniers n'ont aucun intérêt pour le développement local, la sauvegarde de l'emploi et le bien-être des salariés.

Arnaud Montebourg propose donc, afin de rééquilibrer les pouvoirs dans l'entreprise, l'entrée, pour un tiers des sièges, de représentants des salariés dans les conseils d'administration des entreprises cotées en bourse.

Mais ce n'est pas en aménageant des formes anciennes que nous répondrons au besoin de l'avenir. Pour l'entreprise, comme pour l'ensemble de notre organisation sociale, il faut oser inventer des solutions nouvelles. C'est pour cela qu'il est urgent de développer le capitalisme coopératif.

Arnaud Montebourg propose donc la mise en place d'un fonds publics de soutien aux coopératives investissant dans la recherche et le développement d'activités industrielles stratégiques, notamment celles qui concernent l'économie de l'écologie, prochaine révolution technologique de notre système productif.

(3 : égalité des genres)

Le projet socialiste, socle commun de l'ensemble des candidats, propose plusieurs mesures sur cette question essentielle : la mise en place d'un service public de la petite enfance, la mise en place de centre IVG dans chaque structure hospitalière, la création d'un observatoire de lutte contre les violences faites aux femmes ou la suppression des financements publics aux partis que ne respecteraient pas la parité, par exemple.

Concernant le travail, les socialistes veulent renforcer les obligations d'égalité salariale et professionnelle entre les genres. Aujourd'hui, il est nécessaire d'avoir un contrôle plus fort de la part de l'État et des possibilités de sanction plus efficaces.

* * *

POUR UN ACCES UNIVERSEL AUX BIENS FONDAMENTAUX

(4 : Mieux répartir les richesses) La question de la répartition des richesses est une question centrale dans notre société. L'augmentation des salaires est faible, ce qui entraîne un appauvrissement des personnes qui travaillent.

Arnaud Montebourg propose :

- **d'indexer les salaires sur les gains de productivité. Cette mesure – proposée notamment par Michel Aglietta – vise à rétablir l'équilibre entre les salaires et dividendes et à faire bénéficier aux salariés des fruits de leurs efforts.**

Cette stagnation des revenus est parallèle à l'augmentation des charges. Nous avons une urgence à revaloriser le pouvoir d'achat. Des mesures immédiates sont devenues aujourd'hui indispensables, pour soutenir les populations les plus en difficulté et les familles.

- **le partage des dividendes avec les salariés et le versement du « dividende du travailleur » : dans les entreprises qui font des bénéfices, une loi prévoira que pour un euro versé aux propriétaires et actionnaires, un euro devra être versé aux salariés.**
- **le blocage des loyers pour stopper la hausse du prix de l'immobilier qui a eu lieu au détriment des locataires et au bénéfice des propriétaires bailleurs ainsi que le retour à la situation antérieure pour les biens ayant beaucoup augmenté durant la crise.**
- **le versement des allocations familiales dès le premier enfant.**

Mais au-delà de ces mesures d'accompagnement, la première priorité, pour permettre la répartition juste des richesses, c'est l'emploi. Face aux licenciements boursiers, il faut permettre aux salariés de

sauvegarder leurs entreprises. Par exemple, en avril 2010, l'entreprise ESSEX a fermé son usine de Mâcon. Arnaud Montebourg s'est rendu auprès des salariés et a pu écouter et comprendre le cri de colère de ces hommes et ces femmes abandonnés par leurs managers, par des actionnaires et par une société qui n'est pas seulement française mais une multinationale qui se verse des dividendes. Leur savoir-faire n'était pas en cause. Sur ce point, il y avait consensus. La richesse qu'ils créaient n'était pas négligeable, mais voilà, il en fallait plus, toujours plus, quitte à sacrifier des familles et des territoires. Pour ces salariés, il ne restait plus que le chômage et la précarité. Mais pourquoi ne pas leur offrir une seconde chance, si leur projet industriel était viable ? En se libérant du pillage des spéculateurs, certaines entreprises peuvent continuer d'exister et repartir sur des bases saines, grâce notamment au modèle coopératif.

Il est donc proposé de favoriser la reprise en sociétés coopératives de sociétés viables, mais mises en faillite ou délocalisées.

(5 : une facture équitable d'eau et d'énergie) Votre analyse est globalement partagée mais avec une nuance sur la question de la gratuité.

Arnaud Montebourg propose plutôt un tarif bon marché pour la consommation d'eau et d'énergie couvrant les besoins élémentaires de chacun. Au-delà d'un certain seuil, une fois les besoins élémentaires couverts, libre à chacun de consommer plus pour son confort, mais dans ce cas il faudra payer plus cher le surplus de consommation. Au-delà d'un deuxième seuil, un dernier tarif serait mis en place, pour les consommations luxueuses.

(6 : la santé pour tous) La santé est un besoin primaire des populations et l'accès universel aux soins doit donc être garanti et organisé par l'État. Les politiques de réorganisation des cartes hospitalières, de fermetures des lits non rentables et de suppression des moyens dans les hôpitaux ont créé des ruptures injustifiables pour certains de nos concitoyens. Par ailleurs, la libre installation de la médecine libérale, généraliste et spécialisée, amplifie cette inégalité entre les habitants de notre pays. Le système français ne répond plus aujourd'hui au principe d'égalité, fondateur de notre modèle républicain.

Arnaud Montebourg propose également que les médecins diplômés, en sortie de leur internat, dans le cadre d'un contrat avec l'État qui a pris en charge le coût de leurs études à l'université, soient tenus de s'installer pour une période de cinq ans dans des zones où un manque de médecins est constaté.

Au-delà des médecins, le médicament correspond au quart de nos dépenses de santé. Les récents scandales sanitaires ne sont que des épiphénomènes d'un mal plus profond. En sacrifiant la politique du médicament sur l'autel du libéralisme, l'Etat a baissé la garde. Des médicaments dont le service médical rendu est largement insuffisant ont été autorisés à rentrer sur notre marché, la pharmacovigilance a été petit à petit prise en charge par l'industrie pharmaceutique.

Parallèlement, la France est le pays avec la plus forte consommation annuelle de médicaments par habitants. Ces comportements, encouragés par un mode de rémunération à l'acte des médecins libéraux profondément inflationniste ont des conséquences néfastes tant au plan économique que sanitaire. La surconsommation médicale a pour conséquence des effets indésirables graves pour la santé des individus (addiction aux psychotropes, germes résistants aux antibiotiques) dont le coût social vient s'ajouter aux dépenses de santé. Pour soigner mieux, il faut réorienter les dépenses et non soigner moins. Notre nouvelle politique du médicament s'appuie donc sur une sobriété médicamenteuse au profit de la qualité des soins. Notre objectif est de créer un cercle vertueux du médicament où des mesures de sécurité sanitaire permettent de réaliser des économies sans amputer la qualité des soins pour tous, ces économies étant à leur tour réinvesties dans les activités

de prévention pour améliorer l'offre de santé. Face à l'inflation médicamenteuse de ces dernières années, nous souhaitons remettre l'humain au cœur du soin et de la prévention.

L'IGAS soulignait dans un rapport de 2006 qu'un médicament sur deux remboursés par la collectivité n'était pas effectivement consommé. Au vu de l'état des comptes de la sécurité sociale, ce gâchis est inacceptable et doit être réduit. L'obligation légale pour les pharmaciens de délivrer les conditionnements les plus économiques ne suffit pas à endiguer cette gabegie puisque l'industrie pharmaceutique, elle, n'est pas tenue d'adapter les contenants aux durées de traitement les plus classiques.

Arnaud Montebourg propose donc, comme cela se fait aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne ou dans les pays Scandinaves, le déconditionnement obligatoire de tous les médicaments remboursés.

Au fil du temps, la pharmacopée française est devenue pléthorique et trop de médicaments dont le service médical rendu est insuffisant circulent aujourd'hui sur notre marché. Nous devons durcir les conditions d'entrée et de remboursement des médicaments par l'adoption d'un principe clair et lisible par tous : seuls rentreront sur le marché français les nouveaux médicaments ayant démontré un service médical rendu supérieur aux médicaments déjà existants dans sa classe thérapeutique. A l'inverse, les médicaments ayant un service médical rendu insuffisant et dont les profils de pharmacovigilance n'offrent pas toutes les garanties continueront d'être déremboursés.

Arnaud Montebourg propose donc une analyse de l'efficacité des médicaments, afin d'éviter l'entrée sur le marché des médicaments inutiles ou les en retirer.

* * *

POUR SORTIR DE LA CRISE ENERGETIQUE

(7) Le contexte énergétique français est marqué par une forte dépendance aux énergies fossiles, qui fait peser la double menace du changement climatique et de la raréfaction des ressources, et une importance unique à l'échelle mondiale de l'énergie nucléaire dont les coûts et les dangers démontrent ses limites en tant que solution « miracle ». Au vu de ces enjeux, la refonte profonde des modes de production et de consommation énergétiques apparaît aujourd'hui comme un enjeu majeur de la transition vers une société plus écologique, plus efficace, plus juste et plus démocratique. Pour faire face à ces défis plutôt que de les subir, une politique énergétique ambitieuse doit ainsi être menée autour de trois piliers indissociables : réduction de la demande, réorientation des modes de production et protection des plus vulnérables.

Il s'agit tout d'abord de découpler la satisfaction des besoins élémentaires (mobilité, chauffage résidentiel, production industrielle) de l'utilisation massive d'énergie en adoptant des politiques volontaristes et des mesures incitatives en faveur de l'efficacité énergétique et de modes de vie plus sobres. Il s'agit également de repenser les modes de production énergétique en organisant une réduction rationalisée de la part du nucléaire au vu des coûts complets de la filière (y compris les coûts réels du démantèlement des centrales inconnu aujourd'hui, du stockage des déchets, de l'approvisionnement en uranium et de sécurité) et en favorisant le développement des énergies renouvelables. Il s'agit enfin de mettre en place des mécanismes de solidarité et d'accompagnement pour lutter contre la précarité énergétique des ménages les plus pauvres dont le pouvoir d'achat est particulièrement affectée par le poids des dépenses énergétiques contraintes.

Arnaud Montebourg propose donc de développer l'investissement énergétique individuel ou de voisinage, en fixant un tarif de rachat d'électricité incitatif, afin de faire naître une économie de l'auto-production d'énergie propre pour les ménages et les entreprises.

Il est également proposé de constituer une Union renforcée des Etats européens des énergies renouvelables et durables afin d'assurer à terme l'indépendance énergétique verte de l'Europe.

* * *

POUR UN AUTRE RAPPORT A LA PRODUCTION ET A L'ECONOMIE

(8) La météorite de la mondialisation s'est écrasée dans la vie quotidienne des Français. Offrant de formidables opportunités à certains, elle s'est bien souvent résumée pour tous les autres à une mise en concurrence sans limite et sans scrupule des salariés, des entrepreneurs, des agriculteurs et de tous ceux qui ont été placés en compétition avec des travailleurs chinois, des ingénieurs indiens, et des paysans argentins, alors que ces derniers n'ont d'autre choix que d'accepter des rémunérations trop basses pour vivre. Le bilan de la dernière décennie de mondialisation est un désastre pour ceux qui n'ont d'autre ressource que leur travail : délocalisations en série, destructions d'emplois (2 millions en 30 ans dans l'industrie) et d'outils de travail, pression sur les salaires. Tout s'est déroulé comme s'il s'agissait d'une vaste mise aux enchères à la baisse du travail et de son prix.

La mondialisation a surtout pris en otage la souveraineté des peuples. Qui bradera le plus vite son système social patiemment construit pour protéger les hommes contre les risques sociaux que sont la maladie, le chômage ou la retraite, qui démantèlera le plus efficacement ses services publics éducatifs, hospitaliers, universitaires, en transférant la charge sur l'utilisateur et sa contribution individuelle, pour diminuer les prélèvements sur les entreprises, le capital et ses revenus ?

Arnaud Montebourg a ainsi proposé d'engager un processus de démondialisation.

Le libre-échange généralisé affiche aujourd'hui un bilan négatif, ne bénéficiant plus qu'aux capitaux devenus maîtres du jeu. La gauche est prise dans d'aimables contradictions : elle prône avec générosité la juste nécessité du développement, mais refuse de se donner les moyens de protéger les travailleurs du nord et du sud par de nouvelles règles de l'échange mondial. Sans doute a-t-elle trop accepté les règles de ce monde.

Le libre-échange total est d'ailleurs un mythe auquel les seuls Européens continuent à croire, car nos concurrents se protègent. Aux Etats-Unis, le « *Small Business Act* » favorise les petites entreprises à plus-value technologique, en autorisant le gouvernement américain à intervenir au rachat d'entreprises disposant de savoir-faire utiles à la nation. Finalement, les puissances commerciales concurrentes de l'Europe n'ont jamais vraiment renoncé à leur unilatéralisme.

L'enjeu n'est pas de replier derrière nos frontières comme derrière une ligne Maginot. Il est dans la mise en place d'un nouveau système d'échange fondé sur des règles universelles de protection de l'environnement et de respect de standards sociaux et sanitaires. Autour de ce programme, le nord (qui doit protéger son industrie et ses travailleurs victimes d'abus antisociaux) et le sud (qui doit distribuer de meilleurs salaires à ses travailleurs pour leur permettre d'acheter la production destinée aujourd'hui exclusivement à l'exportation) peuvent se réconcilier. La guerre économique mondiale n'est pas un horizon indépassable. Le modèle de la démondialisation a pour objectif de soigner la maladie de la concurrence effrénée. La course au moins disant salarial et environnemental est un suicide collectif.

Arnaud Montebourg propose donc un protectionnisme européen, permettant, par des taxes, que les produits importés payent le juste coût écologique et social.

Toutefois, il ne s'agit pas de pénaliser les pays du sud pour protéger le nord. Nos industries ne peuvent s'abstraire de l'effort de mutation. Elles aussi, via une contribution climat-énergie, devront supporter le poids de la mutation.

Il est proposé que les sommes récoltées en taxes aux différentes frontières soient utilisées dans des fonds de conversion écologique des industries, prévus par le protocole de Kyoto.

(9 : une autre agriculture)

Il faut inventer un système différent : Arnaud Montebourg préfère coopératif. Un système d'achat local, sans intermédiaires. En Saône-et-Loire, vient d'être signée une charte entre la chambre

d'agriculture qui représente les producteurs, les éleveurs, les agriculteurs, et une chaîne de commerçants coopératifs qui vont garantir des prix aux producteurs sans étriller le consommateur et donc finalement créer les conditions de la confiance.

Si vous connaissez votre producteur de viande, de légumes, de blé donc de pain, vous lui faites confiance. La filière courte c'est un gage de prix juste pour le consommateur, de rémunération normal pour le producteur. La filière courte, c'est une exigence de qualité pour le producteur, c'est une assurance de sécurité pour le consommateur.

Arnaud Montebourg propose donc de promouvoir les circuits courts dans la distribution et de favoriser le développement de coopératives de vente des produits locaux.

Sur les marchés agricoles, des personnes prennent des paris sans disposer des contreparties. Nous avons dans beaucoup de pays des émeutes de la faim et nous avons ici des producteurs, des éleveurs, des cultivateurs qui ne vivent pas non plus à leur faim et entre les deux des gens qui s'enrichissent sur le dos des dysfonctionnements du marché.

Il est proposé d'interdire par la loi les mesures spéculatives sur les denrées alimentaires.

(10) Comme vous, Arnaud Montebourg considère que les marchés financiers imposent aujourd'hui leurs diktats aux états et aux citoyens. Face à cela, il est proposé de remettre au pas le système financier et mettre sous tutelle des banques, afin de sécuriser l'économie et la mettre à l'abri des crises créées par les marchés devenus fous.

Arnaud Montebourg propose donc, dès son élection, l'adoption d'une loi visant à sécuriser l'économie, en mettant sous le contrôle des citoyens les marchés financiers et les banques.

Cette loi tient en douze mesures principales simples, faciles à mettre en place :

- 1- Prohibition de toute forme de spéculation par les établissements financiers avec l'argent de leurs clients ;
- 2- Fermeture des filiales des établissements financiers situés dans les paradis fiscaux, avec rapatriement obligatoire des avoirs ;
- 3- Séparation obligatoire des activités entre banques de dépôts et banques d'investissement ;
- 4- Mise sous tutelle des établissements bancaires exerçant sur le sol national, sans indemnité, avec entrée dans le conseil d'administration de représentants du gouvernement, des usagers du crédit entreprises et ménages, et les salariés de la banque ;
- 5- Transmission au Ministre de l'Economie des pouvoirs de contrôle et de sanction des opérations financières ;
- 6- Création d'une taxe sur les transactions financières de 0,1 % ;
- 7- Obligation d'investir tout ou partie de l'épargne collectée par le système bancaire dans l'économie nationale ou européenne ;
- 8- Salaire maximum fixé par la loi des traders, courtiers et dirigeants des institutions financières ;
- 9- Démantèlement des agences de notation en interdisant aux investisseurs institutionnels d'y avoir recours en les contraignant d'évaluer les risques par eux mêmes, et en punissant les conflits d'intérêts dont les agences sont coutumières ;
- 10- Création de nouvelles normes comptables européennes aux exigences renforcées ;
- 11- Interdiction des rachats d'entreprises par voie de LBO et contrôle par le Gouvernement des OPA sur nos entreprises industrielles en provenance de fonds souverains non européens ;

12- Effacement d'une partie du surendettement des particuliers en réduisant par la loi les taux d'intérêt usuraires appliqués aux utilisateurs du crédit à la consommation.

* * *

POUR TRANSFORMER LE MONDE

(12 : une nouvelle politique migratoire) Arnaud Montebourg est internationaliste et crois que le développement de chaque individu passe par le développement de l'Humanité toute entière. L'immigration est surtout un problème pour le pays de départ qui voit partir sa main d'œuvre la plus qualifiée et ses habitants les plus dynamiques.

La clandestinité coûte cher à notre pays, alors qu'elle n'est souvent que la conséquence d'une réglementation pour le travail des étrangers inadaptée.

Il est donc proposé de délivrer des permis de travail provisoire aux migrants, leur permettant d'être employés dans la légalité, et d'accorder des visas permanents, permettant des allers et venues entre pays d'origine et France et donc favorisant le co-développement entre le pays d'origine et la France.

L'arrivée de nouveaux habitants, leur accueil dans la communauté nationale, cela fait partie de l'ADN de notre pays, de son âme. Notre culture est né du métissage des peuples et se renouvelle grâce au métissage des peuples. Sans cette ouverture à la mixité, il n'y aurait pas eu de France. Sans cette ouverture à la mixité, il n'y aura plus de France.

Il est proposé d'examiner la situation des migrants sans papiers au cas par cas et de procéder à des régularisation par l'application de critères généreux, conformément à notre tradition nationale.

Il est également proposé d'accorder le droit de vote aux élections locales aux habitants étrangers.

* * *

Nous espérons avoir pu vous éclairer sur mes positions et faciliter ainsi le choix de chacun d'entre vous dans le cadre de la primaire socialiste. Le projet d'Arnaud Montebourg, comme le vôtre, est ambitieux, mais nous croyons que notre pays a besoin d'ambition. La Gauche peut écrire, se doit même d'écrire, en 2012, une nouvelle page de notre histoire.

Pour moi, être responsable, aujourd'hui, c'est avoir l'honnêteté d'accepter que le système s'effondre et de proposer, avant qu'il ne soit trop tard, les changements qui s'imposent et que les citoyens peuvent décider démocratiquement.

Etre réaliste, aujourd'hui, c'est comprendre que le monde a changé et que les solutions qui n'ont pas fonctionné il y a vingt ans ne marcheront pas mieux aujourd'hui.

Etre moderne, aujourd'hui, c'est préférer le socialisme de transformation au socialisme d'accompagnement.

Amitiés républicaines,

Boris Solodki et John Palacin, directeur adjoint de campagne

Pour l'équipe d'Arnaud Montebourg